



**RAPPORT D'ACTION DU 1^{er} TRIMESTRE 2011
SUR LA VIOLENCE ARMEE AU BURUNDI**

Bujumbura, Mars 2011.

I. Introduction

Depuis le mois de juin 2010, les activités prévues dans le projet susmentionné ont continué tel que prévu. Les femmes leaders et les animateurs locaux sur la non violence ayant été formés ont entamés leurs activités de sensibilisation des populations des 8 provinces d'intervention dont Bujumbura Mairie, Bujumbura rural, Bubanza, Cibitoke, Kayanza, Kirundo, Muyinga et Ngozi.

Comme signalé dans les rapports précédents, les activités des animateurs locaux et de la coordination se sont bien déroulées sans problèmes, même si tout le matériel nécessaire pour la sensibilisation n'était pas encore disponible. Depuis l'obtention de la deuxième tranche du financement à la fin du mois de décembre 2010, qui nous a permis de renforcer les capacités et la facilitation du déroulement des activités à tous les niveaux, le service de coordination est descendu sur terrain dans le cadre de préparer la mise en œuvre du programme prévu dans le projet. Cette préparation s'est faite en collaboration avec les points focaux provinciaux et les points focaux communaux qui ont été informés sur la prochaine disponibilité du matériel, tel que les boîtes à suggestions populaires, les motos pour la bonne coordination des activités dans chaque province, et les voies et moyens communs pour la mise en œuvre continue du programme de sensibilisation sur la non violence, le suivi et l'évaluation.

Au cours des descentes sur terrain, organisées par le Coordinateur du projet et le Secrétaire Exécutif, les femmes leaders et les animateurs locaux sur la non violence armée informaient ces derniers sur leurs actions réalisées et les difficultés qu'il faut résoudre à tout prix. Parmi les propos beaucoup plus appréciés, figurent la bonne collaboration entre ces animateurs et l'administration locale, dans la majorité des 67 communes d'intervention.

Les animateurs locaux se sont réjouis des moyens de communication et de déplacement qui étaient disponibilisés et leurs arrières qui étaient aussi disponibles. Concernant l'utilisation du matériel dont les boîtes à suggestion populaire qui étaient prévues, les débats sur la façon de les rendre accessibles à tout le monde étaient houleux. Pour une bonne compréhension et l'harmonie de l'action pour tous, le service de coordination a du prévoir des rencontres de débats sur la question et d'échange d'information des points focaux communaux avec ces derniers au niveau de toutes les provinces d'intervention.

II. organisation des rencontres

Sur proposition du service de Coordination du projet, ces rencontres ont été animées conjointement par le secrétaire Exécutif et le coordinateur du projet. Les contacts avec les Points focaux communaux étaient faits par les points focaux provinciaux. Le sujet de débats et d'échanges étaient le même dans toutes les provinces.

Cas de la province de Ngozi.

La rencontre a regroupé tous les animateurs communaux et le Point Focal provincial de Ngozi, à l'hôtel Gloria de Ngozi même.

Elle a été Présidée par le Représentant Légal, Président et Coordinateur National de la CPD, Monsieur Jacques NTIBARIKURE.

Comme dans toutes les provinces, c'est le Point Focal qui a introduit la réunion, en demandant aux points focaux de toutes les communes d'informer sur les actions menées, avant que le Coordinateur prenne la parole.



Le Point Focal provincial de Ngozi, Monsieur Gélase HATUNGIMANA, introduit le Coordinateur.

Prenant la parole un à un, chaque point focal communal s'exprimait sur les actions en cours et celles déjà réalisées. Les orateurs ont informé le Coordinateur sur les activités menées pour rendre beaucoup plus efficace leurs actions d'encadrer et de sensibiliser la population sur la non violence armée. Il s'agit entre autres de former et sensibiliser les populations comment se débarrasser des armes à feu et se garder de tout ce qui est causé par ces armes qui dérangent la bonne entente dans la communauté.

Les associations sans but lucratif qui sont engagées dans la lutte pour la paix, les responsables de l'administration locale, les responsables chargés de la sécurité, se sont également impliquées. Les uns ont pu montrer comment ils préparent les écoles secondaires et primaires, les lieux de rencontres communément appelés **Ligala** pour aller animer les jeunes en les invitant à ne pas être au service de toute personne qui peut les solliciter pour faire d'eux des outils de la violence. D'autres ont montré même des photos des rencontres qu'ils organisent profitant de la présence de beaucoup de gens à la fin des travaux communautaires et de l'appréciation des populations qui s'expriment.



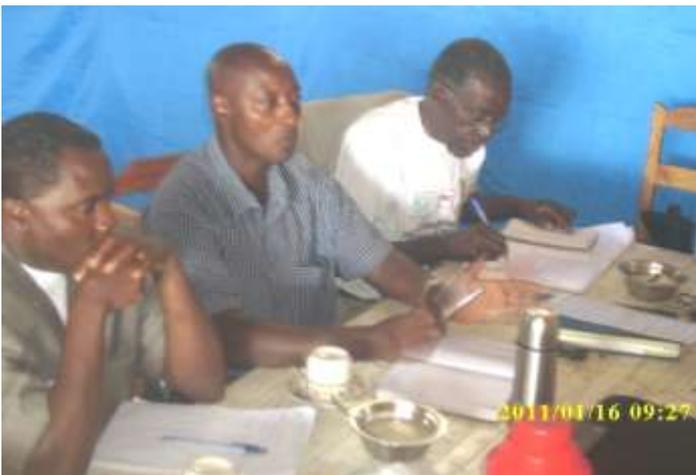
Photo des populations sensibilisées et leur implication dans les débats.

A l'issue de ces rencontres, ont été élus ceux là qui peuvent être l'œil vigilant de tout ce qui se fait au nom de la CPD dans le cadre d'aider les animateurs de la CPD à bien réussir leurs missions au sein de la communauté.

Après les exposés des points focaux communaux, le Coordinateur les a remerciés pour avoir abattu un grand travail et les a invité à continuer le combat contre la violence armée d'où qu'elle vienne.

Comme il le faisait partout où il passait durant tout les mois de janvier, février et mars 2001, le Coordinateur les a informé que ses visites ont pour but de les encourager dans leurs actions quotidiennes contre la violence de toute sorte, d'étudier avec eux les voies et moyens de sensibiliser davantage les populations à combattre la violence armée, de passer en revue les différents problèmes et difficultés rencontrés par les animateurs actifs dans le cadre de leur travail et de trouver une solution concertée. En outre, c'était pour que tous les animateurs locaux sur la non violence comprennent de la même manière le sens de sensibiliser la population sur l'importance des boîtes à suggestion populaire mis à leur disposition, à dessein de les impliquer davantage dans la mise en œuvre de l'action contre la violence armée.

Après les débats orientés par le Coordinateur de la CPD, les participants ont convenu que les boîtes à suggestion populaire seront posées après l'autorisation du Gouverneur qui informera les administrateurs communaux, cela pour une bonne collaboration avec l'administration locale. Il a été convenu aussi que les boîtes à suggestions populaires doivent être placées dans des milieux publics, visibles, sécurisés, et accessibles à tous. Diverses idées ont aussi été émises par les participants au sujet de la période très courte qui reste pour que le projet prenne fin, dès lors que les boîtes ne seront pas longtemps exploitées par la population, le problème lié au manque de possibilités pour que d'autres provinces soient aussi formées et sensibilisés par la CPD et non seulement à travers les médias.



Le Coordinateur de la CPD s'adressant aux participants à la réunion d'évaluation qui rassemblait les points focaux communaux à Ngozi.

Comme nous l'avons dit ci haut, les sujets débattus au cours des rencontres organisées dans toutes les provinces, à l'occasion des descentes prévues par le Coordinateur, étaient les mêmes.

A l'issue des descentes organisées par le Coordinateur et en tenant compte des observations faites en général, il a été constaté que le chemin est encore long, que l'encadrement et la sensibilisation de la population s'avèrent encore très nécessaires.

Présentement, les boîtes à suggestions populaires sont déjà posées dans les communes de 8 provinces d'intervention. En province de Kaysanza, les administrateurs communaux ont proposé qu'il y ait une réunion commune avec le Gouverneur de ladite province afin de discuter sur le rôle de ces boîtes à suggestion populaire. En Mairie de Bujumbura, et dans certaines communes des différentes provinces, les administrateurs communaux ont voulu

qu'il y ait une cogestion avec la CPD autour des résultats issus de ces boîtes à suggestions populaires. Cette proposition a été rejetée par le service de coordination du projet de la CPD, et la majorité des autorités administratives est convaincue après la sensibilisation et les explications du Coordinateur du projet, lors de ses descentes sur terrain, bien que dans la province de Kayanza et de Bujumbura rural, des telles sensibilisations des administratifs continuent. Les affiches publicitaires, les communiqués dans les différents endroits publics qui appellent les population à s'exprimer à travers les boîtes à suggestion populaires mises à leur disposition, continuent à être diffusés (dans des églises, marchés, écoles, etc.).

III. Constat sur l'état actuel des choses concernant la paix et la sécurité humaine

Pendant la période de descentes pour le suivi et l'évaluation, les informations recueillies montrent que les violences faites par les groupes armés organisés et ceux non organisés continuent à semer la terreur dans la population. En dépit des efforts déployés sur terrain par les animateurs locaux et femmes leaders qui ne cessent de prêcher la non violence armée. Du côté de la population civile sensibilisée, on note la volonté de renoncer à l'esprit de violence susceptible de replonger le pays dans un cercle vicieux de la violence armée. Elle comprend et adhère progressivement à l'idéologie de la paix et de la sécurité durable prônées par la CPD. Elle se dit même prête à remettre volontairement les armes encore en détention illégale et à renoncer définitivement à la violence armée, si le gouvernement relançait la campagne de sensibilisation sur la remise volontaire d'armes illégalement détenues. Mais hélas ! Face à la recrudescence de la violence, elle est dominée par la peur du lendemain. Surtout lorsqu'elle apprend que les crimes odieux sont souvent commis soit pour des règlements de comptes entre membres de différents partis politiques, soit par des agents qui sont censés les protéger mais qui probablement sont tentés de satisfaire la volonté de ceux qui peuvent les manipuler.

Les Animateurs sur la non violence armée affirment que les conflits latents ou superficiels ont perdu le caractère ethnique pour virer vers le sens politique. Ces propos sont appuyés par les membres de familles de disparus qui se confient chaque jour aux animateurs locaux sur la non violence et aux micros leur tendus par la presse nationale en dénonçant avec regret la disparition des leurs pour des motifs ayant des colorations purement politiques. Tel membre de famille a été tué, disent-ils, tout simplement parce qu'il était soupçonné appartenir à tel ou tel autre parti politique.

Même si le pouvoir public continue à nier l'organisation en coulisse d'une rébellion en gestation, la population elle, y croit fermement. Il y a des signes qui ne trompent pas : la présence effective et visible des groupes armés organisés (*dont on ignore encore les responsables*) qui exigent des rançons à la population, et qui attaquent les différents postes de police. Les populations civiles de la province de Bujumbura rurale signalent qu'il existe aussi des jeunes armés et organisés, appelés *i mbonerakure*, qui tuent et pillent les biens de la population supposée de l'opposition, notamment du parti politique FNL de Rwasa Agathon. En outre, les mêmes populations signalent les arrestations arbitraires suivies des cadavres découverts ligotés et/ou jetés dans la rivière Ruzizi, situées entre le Burundi et l'Est de la RD Congo, dans la rivière de la Ruvubu au Nord du pays, etc.

Les populations de la province de Bujumbura rurale en particulier dénoncent des cas d'assassinats, de viols et autres violations des droits humains qui se commettent au grand jour et qui, fort heureusement, sont toujours exposés par les médias et autres acteurs de la

société civile engagés dans la lutte pour la protection et la promotion des droits humains. A l'actif, un système de vengeance entre les partisans de la mouvance et de l'opposition se développe et cela est à la base des crimes, des meurtres et violences qui ne cessent de terroriser la population civile innocente.

.Etant donné qu'une telle situation de psychose généralisée s'empare encore des esprits de certains Burundaises et Burundais, il y a utilité de poursuivre l'action de sensibilisation au sein de la population, de suivi et d'évaluation sur la paix et la sécurité humaine dans tout le pays, tel que proposé par les populations bénéficiaires et les administratifs avec lesquels nous avons pu échanger en appréciant notre action initiée.

IV. PROJET

La colonie des Pionniers de Développement, CPD, poursuit ses actions de sensibilisation sur la non violence armée. Les activités de sensibilisation, de suivi et dévaluation seront accompagnées de la mobilisation des administratifs locaux, de la population bénéficiaire sur la nécessité de contribuer à la dénonciation, à s'exprimer par rapport aux voies et moyens de rompre avec la violence armée à travers les contributions dans des boîtes à suggestions populaires mises à leur disposition.

Nous comptons continuer nos démarches d'approcher les partenaires du Burundi pour leur demander de contribuer à la continuité de nos actions, tel qu'il a été recommandé par les élus locaux que nous avons rencontrés, ainsi que les populations qui se sont confiées aux femmes leaders et animateurs locaux sur la non violence armée formés par la CPD.

V. Remerciement et recommandations

La Colonie des Pionniers de Développement, CPD, remercie vivement le Gouvernement du Royaume de la Belgique qui a soutenu ses initiatives de prévenir et de combattre la violence armée au Burundi et lui demande de continuer à la soutenir car, le chemin qui va vers la paix durable au Burundi est encore long à parcourir. La CPD remercie aussi ses membres, les femmes leaders et les animateurs locaux sur la non violences armée qui contribuent à la mise en œuvre de son action pour la consolidation de la paix et la sécurité humaine, et leur demande de continuer avec ce combat de construire par la promotion de la sécurité humaine pour un développement durable. La CPD tend la main aux partenaires du Burundi qui voudraient voir le pays en paix paisible, et leur demande de se joindre à elle pour la poursuite de l'action car, c'est une nécessité qui s'impose, considérant la période que traverse jusqu'à présent le Burundi.

Pour la CPD,

Jacques NTIBARIKURE

Représentant Légal et Coordinateur